

**Procès-verbal**

**Séance du 7 novembre 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le sept novembre à 20h30, le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni sous la présidence d'Yves Loisel, Maire.

Présents : Yves Loisel, Guillaume Goupil, Denis Cornier, Xavier Hamel, Fanny Lucas, Philippe Siroy, Josette Tatel, Claude Throude.

Absents excusés : Félix Vacher (pouvoir donné à Yves Loisel), Olivia Binard, Lesly Avenel, Santana Cadinot (pouvoir donné à Philippe Siroy), Jean-Luc Malhouitre, Fanny Suarsana.

Secrétaire de séance : Denis Cornier.

Date de convocation : 20 octobre 2025. – Date d'affichage : 14 novembre 2025.

Le quorum ayant été constaté, M. le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur le procès-verbal de la séance du 12 septembre 2025. Les membres du Conseil n'ayant pas d'observation à formuler, ce dernier est adopté à l'unanimité.

M. le Maire demande au Conseil Municipal d'ajouter deux points à l'ordre du jour :

- Modification des statuts du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement (SMAEPA)
  - Arrêt du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Communauté de Communes Inter Caux Vexin
- Le Conseil Municipal accepte l'ajout de ces deux points à l'ordre du jour.

**Décision prise en vertu de la délibération n°20/2020 du 28 mai 2020 portant délégation d'attribution du Conseil Municipal au Maire**

Deux emprunts ont été souscrits auprès du Crédit Agricole pour le financement des travaux d'accessibilité des bâtiments communaux :

- 131 931 € sur 10 ans (taux de 3.30%)
- 26 387 € sur 2 ans FCTVA (taux de 2.90%)

**CDG76 – Contrat d'assurance des risques statutaires**

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment son article 26 non encore transposé dans le CGFP ;

Vu le Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Vu le Code de la commande publique ;

M. le Maire expose :

- l'opportunité pour la commune de Sierville de pouvoir souscrire des contrats d'assurance statutaire (CNRACL – IRCANTEC) garantissant un remboursement des frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut des agents de la Fonction Publique Territoriale ;
- que le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime peut souscrire un tel contrat pour son compte, en mutualisant les risques.

*Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :*

- *Adopte le principe du recours à un contrat d'assurance mutualisant les risques statutaires entre collectivités et établissements publics et charge le Centre de Gestion de la Seine-Maritime de souscrire pour le compte de la commune de Sierville des conventions d'assurance auprès d'une entreprise d'assurance agréée.*

*Les contrats devront couvrir tout ou partie des risques suivants :*

- *Pour les agents affiliés à la C.N.R.A.C.L. : Congé de maladie ordinaire, congé de longue maladie et congé de longue durée, temps partiel thérapeutique, invalidité temporaire, congé pour invalidité temporaire imputable au service, congé de maternité, de paternité ou d'adoption, versement du capital décès*
- *Pour les agents non affiliés à la C.N.R.A.C.L. : Congé de maladie ordinaire, congé de grave maladie, congé pour accident de travail ou maladie professionnelle, congé de maternité ou d'adoption.*

*Pour chacune de ces catégories d'agents, les assureurs consultés devront proposer à la commune une ou plusieurs formules.*

*Ces contrats d'assurance devront présenter les caractéristiques suivantes :*

- *Durée fixée à 4 ans à compter du 1er janvier 2027.*
- *Contrats gérés en capitalisation.*

Au terme de la mise en concurrence organisée par le Centre de Gestion et en fonction des résultats obtenus (taux, garanties, franchises ...), le Conseil Municipal demeure libre de confirmer ou pas son adhésion au contrat.

- Les services du Centre de Gestion assurant la gestion complète du ou des contrats d'assurances, en lieu et place de l'assureur, des frais de gestion seront dus au Centre de Gestion par chaque collectivité assurée. Ces frais s'élèvent à 0.15% de la masse salariale assurée par la collectivité.

- Le Conseil Municipal autorise M. le Maire à signer les contrats en résultant.

Nombre de votants	8
Vote pour	10
Vote contre	0
Abstention	0

### **Assainissement collectif et non collectif – Transfert de la compétence à la Communauté de Communes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026**

M. le Maire rappelle au conseil municipal que la Communauté de Communes Inter Caux Vexin a engagé une démarche et des études visant au transfert des compétences « eau » et « assainissement » à la Communauté de communes à partir du 1er janvier 2026.

A cette fin, une étude de préfiguration a été lancée sous maîtrise d'ouvrage et financement communautaires. Les élus ont initialement pu prendre connaissance du CCTP et du règlement de consultation lors de la séance du 4 décembre 2023, précisant les attendus de la tranche ferme et ceux de l'option.

L'article 64 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe), attribuait, à titre obligatoire, les compétences eau et assainissement aux communautés de communes à compter du 1er janvier 2020.

La loi n°2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement a aménagé ensuite les modalités de ce transfert sans pour autant remettre en cause le caractère obligatoire de ce dernier.

A cet effet, suite aux délibérations des communes membres de la communauté de communes Inter Caux Vexin, les élus ont fait le choix de ne pas réaliser ce transfert au 1er janvier 2020. La délibération intervenue le 4 décembre 2023 visait à mener une étude pluridisciplinaire préalable à ces transferts avant le 1er janvier 2026.

L'étude a pour objet de définir les modalités et les conséquences administratives, financières, techniques, juridiques et humaines du transfert de compétence eau potable et assainissement à la Communauté de Communes. Elle doit également maximiser l'information des élus pour l'aide à la décision de cette future organisation nécessaire à la gestion de la ressource en eau.

Ainsi que le comité de pilotage et l'assemblée en ont été régulièrement informés, l'étude a apporté des réponses aux sujets suivants :

- Caractériser les services existants et leur qualité,
- Comparer la qualité de service existante avec celle attendue,
- Travailler sur 2 scénarii d'organisation des compétences eau et assainissement,
- Préciser les conséquences techniques, financières, et juridiques de chacun
- Définir un calendrier de mise en œuvre du scénario retenu
- Accompagner les structures gestionnaires actuelles et la Communauté de Communes pour la mise en œuvre effective de ces transferts et la démarche de communication aux usagers des services

Les élus ont été dûment et régulièrement informé des avancées lors des conseils communautaires des 25 mars, 17 juin et 17 décembre 2024.

Depuis, la loi n° 2025-327 du 11 avril 2025 visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement », ne rend plus ces transferts obligatoires et ne fait plus pour les communautés de communes des compétences précitées des compétences obligatoires au titre du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cependant, les enjeux environnementaux et patrimoniaux, l'évolution des politiques publiques de l'eau, les problématiques sociales et économiques autour du prix de l'eau et de sa tarification, ont conduit les élus de la CCICV et des actuelles autorités compétentes à voir aboutir cette démarche, en envisageant désormais un transfert au titre des compétences facultative.

Dél.  
24/2025

Aussi, et conformément à l'article 5211-17-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé une prise de compétence avec sectorisation, soit, pour la seule compétence « assainissement » l'exercice futur de cette compétence par la CCICV sur le territoire des communes suivantes : Bosc Le Hard ; Bosc-Guérard-Saint-Adrien ; Claville-Motteville ; Clères ; Eslettes ; Fontaine-le-Bourg ; Fresne le Plan ; Frichemesnil ; Grugny ; La Houssaye Béranger ; La Vaupalière ; Les Authieux-Ratieville ; Mesnil Raoul ; Mont-Cauvaire ; Pissy-Pôville ; Quincampoix ; Roumare ; Saint-Georges-sur-Fontaine ; Saint-Jean-du-Cardonnay.

Conformément à l'article 5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, de tels transferts sont décidés par délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale et des Conseils Municipaux se prononçant dans les conditions de majorité qualifiée, à savoir soit les 2/3 au moins des communes représentant plus de la moitié de la population totale de la Communauté de Communes ou inversement.

Le Conseil Municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au Maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de la Communauté pour se prononcer sur ces modifications statutaires ; à défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L5211-17 & L5211-17-2 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant « Nouvelle Organisation Territoriale de la République », dite Loi « NOTRe », prévoyant le transfert obligatoire des compétences « Eau » et « Assainissement » aux Communautés de Communes et Communautés d'Agglomération à compter du 1er janvier 2020 ;

Vu la loi n°2018-702 du 3 août 2018, relative à la mise en œuvre du transfert de ces compétences, loi dite « Ferrand Fesneau », introduisant la possibilité, pour les communes membres d'un EPCI qui n'exerçait pas les compétences « Eau » et/ou « Assainissement » à la date de publication de la loi, de reporter ce transfert au 1er janvier 2026 ;

Vu la loi n°2022-217, du 21 février 2022, relative à la « Différenciation, Décentralisation, Déconcentration et Simplification de l'action publique locale », dite « 3DS », confirmant le transfert des compétences « Eau » et « Assainissement » au 1er janvier 2026 ;

Vu la loi n° 2025-327 du 11 avril 2025 visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement », ne faisant plus, pour les EPCI, des compétences précitées des compétences obligatoires au titre du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral du 08 mars 2019 modifiant l'arrêté préfectoral du 1er décembre 2016 modifié portant sur les statuts de la CCICV ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 4 décembre 2023, décidant la réalisation d'une étude ayant pour objet de définir les modalités et les conséquences administratives, financières, techniques, juridiques et humaines du transfert de compétence eau potable et assainissement à la Communauté de Communes ;

Vu la Conférence des Maires du 3 Septembre 2025 à Mont-Cauvaire ;

Vu la délibération favorable du Conseil Communautaire réuni le lundi 22 septembre ;

Vu le rapport d'étude joint à la délibération précitée ;

Considérant qu'il convient de procéder à la réalisation du transfert de la compétence Assainissement collectif et non collectif ;

Considérant qu'un tel transfert porte des impacts organisationnels, patrimoniaux, et financiers ;

Considérant qu'une telle compétence nécessite plusieurs mois d'anticipation, afin d'être juridiquement sécurisé et le plus opérationnel possible au 1er janvier 2026 ;

Considérant qu'une telle compétence ne relève plus, à date, des compétences obligatoires d'une communauté de communes, mais peut relever des compétences facultatives transférables à toute communauté de communes en application de l'article L 5211-17-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que, sur le territoire de la Communauté de Communes Inter Caux Vexin, la compétence « Assainissement collectif et non collectif » est actuellement exercée par des Syndicats ou des communes selon différents modes de gestion (Régie, Contrats de prestations, Concessions ou Délégations de Service Public) ;

Considérant la pluralité des enjeux de l'exercice de ces compétences en termes d'environnement, de qualité de service, de sécurisation, d'interconnexion, d'homogénéité des organisations et modes des gestion, d'enjeux financiers, de mutualisation de moyens et d'économies d'échelle,

Considérant la proposition de dissoudre les syndicats intra-communautaires intervenant dans la gestion de la compétence Assainissement, c'est-à-dire inclus dans le périmètre de la CCICV :

- SIAEPA de la région de Montville
- Syndicat Rural d'Assainissement du Plateau
- SIAEPA Frichemesnil – Grugny – La Houssaye Béranger

Considérant le souhait de la commune de Bosc Le Hard de transférer sa compétence en assainissement à la CCICV,

Considérant le projet de maintien prévu des syndicats chevauchant plusieurs EPCI à fiscalité propre :

- SMAEPA de la région de Sierville,
- SMAEPA Grigneuseville & Bellencombre
- SIAEPA des 3 sources
- SIAEPA du Crevon
- SIAEPA de Sigy en Bray

Considérant le souhait des communes de Cottévrard, Montigny et Montville de conserver leur compétence en assainissement ;

Après avoir pris connaissance des pièces annexes notamment la note de présentation synthétique, les rapports de phases établis par les prestataires « Calia – Setec - Landot », le projet de statuts communautaires » modifiés, le projet de « Délibération type du Conseil Municipal » ;

*Après en avoir débattu, le Conseil Municipal, à l'unanimité :*

*- approuve, à compter du 1er janvier 2026, le transfert de la compétence « assainissement » à la Communauté de Communes Inter Caux Vexin, en application de l'article L 5211-17-2 du CGCT pour les communes suivantes : Bosc Le Hard ; Bosc-Guérand-Saint-Adrien ; Claville-Motteville ; Clères ; Eslettes ; Fontaine-le-Bourg ; Fresne le Plan ; Frichemesnil ; Grugny ; La Houssaye Béranger ; La Vaupalière ; Les Authieux-Ratieville ; Mesnil Raoul ; Mont-Cauvaire ; Pissy-Pôville ; Quincampoix ; Roumare ; Saint-Georges-sur-Fontaine ; Saint-Jean-du-Cardonnay ;*

*- notifie la présente délibération à M. le Président de la Communauté de Communes,*

*- autorise M. le Maire ou son représentant à signer tous les actes nécessaires et les documents y afférent pour l'exécution de la présente délibération,*

*- autorise la communication régulière à la Communauté de Communes Inter Caux Vexin, par le Service de Gestion Comptable et Mme la Conseillère aux décideurs locaux, des données comptables et financières des budgets communaux nécessaires à ce transfert de compétences,*

*- autorise la notification de la présente délibération aux autorités et partenaires suivants :*

- L'Agence de l'Eau Seine-Normandie,
- Le Département de la Seine-Maritime,
- La Communauté de Communes Inter-Caux-Vexin,
- L'Agence Régionale de Santé,
- Le Service de Gestion Comptable et Mme la Conseillère aux Décideurs Locaux de Montville,
- Les délégataires et concessionnaires des actuelles syndicats et communes compétents.

Nombre de votants	8
Vote pour	10
Vote contre	0
Abstention	0

### **Eau potable – Transfert de la compétence à la Communauté de Communes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026**

M. le Maire rappelle au conseil municipal que la Communauté de Communes Inter Caux Vexin a engagé une démarche et des études visant au transfert des compétences « eau » et « assainissement » à la Communauté de communes à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

A cette fin, une étude de préfiguration a été lancée sous maîtrise d'ouvrage et financement communautaires. Les élus ont initialement pu prendre connaissance du CCTP et du règlement de consultation lors de la séance du 4 décembre 2023, précisant les attendus de la tranche ferme et ceux de l'option.

L'article 64 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe), attribue, à titre obligatoire, les compétences eau et assainissement aux communautés de communes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

La loi n°2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement a aménagé ensuite les modalités de ce transfert sans pour autant remettre en cause le caractère obligatoire de ce dernier.

A cet effet, suite aux délibérations des communes membres de la communauté de communes Inter Caux Vexin, les élus ont fait le choix de ne pas réaliser ce transfert au 1<sup>er</sup> janvier 2020. La délibération intervenue le 4 décembre 2023 visait à mener une étude pluridisciplinaire préalable à ces transferts avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026.

L'étude a pour objet de définir les modalités et les conséquences administratives, financières, techniques, juridiques et humaines du transfert de compétence eau potable et assainissement à la Communauté de Communes. Elle doit également maximiser l'information des élus pour l'aide à la décision de cette future organisation nécessaire à la gestion de la ressource en eau.

Dél.  
25/2025

Ainsi que le comité de pilotage et l'assemblée en ont été régulièrement informés, l'étude a apporté des réponses aux sujets suivants :

- Caractériser les services existants et leur qualité,
- Comparer la qualité de service existante avec celle attendue,
- Travailler sur 2 scénarii d'organisation des compétences eau et assainissement,
- Préciser les conséquences techniques, financières, et juridiques de chacun,
- Définir un calendrier de mise en œuvre du scénario retenu,
- Accompagner les structures gestionnaires actuelles et la Communauté de Communes pour la mise en œuvre effective de ces transferts et la démarche de communication aux usagers des services.

Les élus ont été dûment et régulièrement informés des avancées lors des conseils communautaires des 25 mars, 17 juin et 17 décembre 2024.

Depuis, la loi n° 2025-327 du 11 avril 2025 visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement », ne rend plus ces transferts obligatoires et ne fait plus pour les communautés de communes des compétences précitées des compétences obligatoires au titre du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cependant, les enjeux environnementaux et patrimoniaux, l'évolution des politiques publiques de l'eau, les problématiques sociales et économiques autour du prix de l'eau et de sa tarification, ont conduit les élus de la CCICV et des actuelles autorités compétentes à voir aboutir cette démarche, en envisageant désormais un transfert au titre des compétences facultative.

Aussi, et conformément à l'article 5211-17-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé une prise de compétence avec sectorisation, soit, pour la seule compétence « eau potable » l'exercice futur de cette compétence par la CCICV sur le territoire des communes suivantes :

Bosc-Guérard-Saint-Adrien ; Bosc-le-Hard ; Claville-Motteville ; Clères ; Eslettes ; Fontaine-le-Bourg ; Fresne-le-Plan ; Grugny ; La Houssaye-Béranger ; La Vaupalière ; Les Authieux-Ratierville ; Mesnil-Raoul ; Mont-Cauvaire ; Montigny ; Montville ; Pissy-Pôville ; Quincampoix ; Roumare ; Saint-Georges-sur-Fontaine ; Saint-Jean-du-Cardonnay.

Conformément à l'article 5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, de tels transferts sont décidés par délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale et des Conseils Municipaux se prononçant dans les conditions de majorité qualifiée, à savoir soit les 2/3 au moins des communes représentant plus de la moitié de la population totale de la Communauté de Communes ou inversement.

Le Conseil Municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au Maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de la Communauté pour se prononcer sur ces modifications statutaires ; à défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L5211-17 & L5211-17-2 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant « Nouvelle Organisation Territoriale de la République », dite Loi « NOTRe », prévoyant le transfert obligatoire des compétences « Eau » et « Assainissement » aux Communautés de Communes et Communautés d'Agglomération à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

Vu la loi n°2018-702 du 3 août 2018, relative à la mise en œuvre du transfert de ces compétences, loi dite « Ferrand Fesneau », introduisant la possibilité, pour les communes membres d'un EPCI qui n'exerçait pas les compétences « Eau » et/ou « Assainissement » à la date de publication de la loi, de reporter ce transfert au 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;

Vu la loi n°2022-217, du 21 février 2022, relative à la « Différenciation, Décentralisation, Déconcentration et Simplification de l'action publique locale », dite « 3DS », confirmant le transfert des compétences « Eau » et « Assainissement » au 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;

Vu la loi n° 2025-327 du 11 avril 2025 visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement », ne faisant plus, pour les EPCI, des compétences précitées des compétences obligatoires au titre du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral du 08 mars 2019 modifiant l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> décembre 2016 modifié portant sur les statuts de la CCICV ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 4 décembre 2023, décidant la réalisation d'une étude ayant pour objet de définir les modalités et les conséquences administratives, financières, techniques, juridiques et humaines du transfert de compétence eau potable et assainissement à la Communauté de Communes ;

Vu la Conférence des Maires du 3 Septembre 2025 à Mont-Cauvaire ;

Vu la délibération favorable du Conseil Communautaire réuni le lundi 22 septembre ;

Vu le rapport d'étude joint à la délibération précitée ;

Considérant qu'il convient de procéder à la réalisation du transfert des compétences Eau et Assainissement ;

Considérant qu'un tel transfert porte des impacts organisationnels, patrimoniaux, et financiers ;

Considérant qu'une telle compétence nécessite plusieurs mois d'anticipation, afin d'être juridiquement sécurisé et le plus opérationnel possible au 1er janvier 2026 ;

Considérant qu'une telle compétence ne relève plus, à date, des compétences obligatoires d'une communauté de communes, mais peut relever des compétences facultatives transférables à toute communauté de communes en application de l'article L 5211-17-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que, sur le territoire de la Communauté de Communes Inter Caux Vexin, la compétence « Eau » est actuellement exercée par des Syndicats ou des communes selon différents modes de gestion (Régie, Contrats de prestations, Concessions ou Délégations de Service Public) ;

Considérant la pluralité des enjeux de l'exercice de ces compétences en termes d'environnement, de qualité de service, de sécurisation, d'interconnexion, d'homogénéité des organisations et modes de gestion, d'enjeux financiers, de mutualisation de moyens et d'économies d'échelle,

Considérant la proposition de dissoudre les syndicats intra-communautaires intervenant dans la gestion de la compétence eau, c'est-à-dire inclus dans le périmètre de la CCICV :

- SIAEPA de la région de Montville,
- Siaep de Mont Cauvaire,
- SIAEPA Frichemesnil – Grugny – La Houssaye Béranger,

Considérant le souhait de la commune de Bosc Le Hard de transférer sa compétence en eau potable à la CCICV ;

Considérant le projet de maintien prévu des syndicats chevauchant plusieurs EPCI à fiscalité propre :

- SMAEPA de la région de Sierville,
- SMAEPA Grigneuseville & Bellencombre,
- SIAEPA des 3 sources,
- SIAEPA du Crevon,
- SIAEPA de Sigy en Bray,
- SAEPA Bray Sud,
- SIAEP Andelle et ses plateaux.

Après en avoir débattu, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve, à compter du 1er janvier 2026, le transfert de la compétence « eau potable » à la Communauté de Communes Inter Caux Vexin, en application de l'article L 5211-17-2 du CGCT ; pour les communes suivantes : Bosc-Guérard-Saint-Adrien ; Bosc-le-Hard ; Claville-Motteville ; Clères ; Eslettes ; Fontaine-le-Bourg ; Fresne-le-Plan ; Grugny ; La Houssaye-Béranger ; La Vaupalière ; Les Authieux-Ratieville ; Mesnil-Raoul ; Mont-Cauvaire ; Montigny ; Montville ; Pissy-Pôville ; Quincampoix ; Roumare ; Saint-Georges-sur-Fontaine ; Saint-Jean-du-Cardonnay ;

- notifie la présente délibération à M. le Président de la Communauté de Communes,

- autorise M. le Maire ou son représentant à signer tous les actes nécessaires et les documents y afférent pour l'exécution de la présente délibération ;

- autorise la communication régulière à la Communauté de Communes Inter Caux Vexin, par le Service de Gestion Comptable et Madame la Conseillère aux décideurs locaux, des données comptables et financières des budgets communaux nécessaires à ce transfert de compétences ;

- autorise la notification de la présente délibération aux autorités et partenaires suivants :

- L'Agence de l'Eau Seine-Normandie,
- Le Département de la Seine-Maritime,
- L'Agence Régionale de Santé,
- La Communauté de Communes Inter-Caux-Vexin,
- Le Service de Gestion Comptable et Madame la Conseillère aux Décideurs Locaux de Montville,
- Les délégataires et concessionnaires des actuelles syndicats et communes compétents.

Nombre de votants	8
Vote pour	10
Vote contre	0
Abstention	0

### Revalorisation des tarifs communaux

M. le Maire propose une reconduction des tarifs communaux 2025 pour l'année 2026 :

#### Concessions sépultures :

	5 ans	15 ans	30 ans	50 ans
Concession simple	77 €	230 €	460 €	765 €
1 <sup>ère</sup> superposition	38.50 €	115 €	230 €	382.50 €
2 <sup>ème</sup> superposition	38.50 €	115 €	230 €	382.50 €

Dél.  
26/2025

Concessions cavurnes :

	5 ans	15 ans	30 ans	50 ans
	59 €	175 €	350 €	582 €
Urne supplémentaire	29.50 €	87.50 €	175 €	291 €

Le nombre d'urne est limité à trois maximum par caverne.

Columbarium :

	5 ans	15 ans	30 ans
	100 €	300 €	550 €
Urne supplémentaire	50 €	150 €	275 €

Le nombre d'urne est limité à trois maximum par case dans le columbarium.

Lors d'une prochaine réunion, le Conseil Municipal se prononcera sur la création d'une taxe pour la dispersion de cendres dans le jardin du souvenir.

Location de la Salle Albert Petit (SAP) :

1 journée	1 j. supplémentaire	Week-end	Vin d'honneur
-----------	---------------------	----------	---------------

*Habitants de la Commune :*

325 €	162.50 €	487.50 €	208 €
-------	----------	----------	-------

*Personnes extérieures à la Commune :*

520 €	260 €	780 €	357 €
-------	-------	-------	-------

*Activité commerciale :*

781 €	390.50 €	1171.50 €	459 €
-------	----------	-----------	-------

- Les charges de fonctionnement sont facturées en supplément : forfait de 50 € par occupation.

Location de plateaux et chaises : (à l'unité)

plateau 260x70 et 2 tréteaux	plateau 360x70 et 3 tréteaux	chaise	banc
4 €	5 €	0.80 €	3.20 €

Ramassage sac de gazon : 1.90 € le sac.

Occupation du domaine public : 2 € par jour et par mètre linéaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité, de reconduire les tarifs communaux au 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Nombre de votants	8
Vote pour	10
Vote contre	0
Abstention	0

**Modification des statuts du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement (SMAEPA)**

Vu la demande du syndicat du 10 octobre 2025 pour la modification de ses statuts,

Vu le projet des statuts,

Vu la délibération du 30 juin 2025 du Comité Syndical portant approbation de ces nouveaux statuts,

Vu l'article L. 5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit un délai de trois mois à compter de la notification pour les communes membres pour délibérer,

Après examen de ces propositions, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte, à l'unanimité, les nouveaux statuts du SMAEPA.

Nombre de votants	8
Vote pour	10
Vote contre	0
Abstention	0

Dél.  
27/2025

## **Arrêt du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Communauté de Communes Inter Caux Vexin**

Dél.  
28/2025

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal l'étape de la procédure à laquelle se situe actuellement la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Communauté de Communes Inter Caux Vexin.

Pour rappel le SCoT est le document qui fixe pour les vingt prochaines années les objectifs en matière d'aménagement et de développement pour le territoire communautaire. Il vise à mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles de développement et d'aménagement à l'échelle de la Communauté de Communes.

Vu l'arrêté préfectoral du 1er décembre 2016 portant création de la Communauté de Communes Inter Caux Vexin ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif du 16 décembre 2016 rectifiant une erreur matérielle de l'arrêté préfectoral du 1er décembre 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 mai 2018 modifiant l'arrêté préfectoral du 1er décembre 2016 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.143-20 et R.143-3 ;

Vu la délibération n°2020-12-14-074 du conseil communautaire prescrivant la révision du SCoT couvrant le périmètre communautaire ;

Vu la délibération n°2022-03-28-010 complémentaire à la Prescription de la révision du SCoT du Pays entre Seine et Bray et à la définition des modalités de la concertation ;

Vu le débat sur le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) qui s'est tenu lors des Conseils Communautaire du 17 juin 2024 et du 31 mars 2025 retranscrit dans les délibérations n°2024-06-17-070 et n°2025-03-31-044 ;

Vu la délibération n° 2025-09-22-097 en date du 22 septembre 2025 arrêtant le projet de Schéma de Cohérence Territoriale.

Considérant que les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunal disposent d'un délai de trois mois pour émettre un avis sur le projet de Schéma arrêté.

M. le Maire expose au conseil municipal les orientations du document qui concernent directement la commune.

Conformément à l'article R.143-4 du Code de l'urbanisme, M. le Maire invite le conseil municipal à se prononcer.

*Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide, à l'unanimité, d'émettre un avis favorable sur l'arrêt du projet de Schéma de Cohérence Territoriale,*

Nombre de votants	8
Vote pour	10
Vote contre	0
Abstention	0

### **Comptes rendus des réunions de la Communauté de Communes, des Syndicats Intercommunaux et des Commissions Communales** (documents consultables en Mairie aux heures d'ouverture au public et sur le site internet de la commune) :

#### Communauté de Communes Inter Caux Vexin (CCICV)

M. le Maire donne lecture des procès-verbaux du Conseil communautaire du 11 juin et du 22 septembre 2025. Un retour est attendu au sujet des problèmes rencontrés avec le ramassage des ordures ménagères toutes les deux semaines (proposition de bacs noirs).

#### Syndicat Mixte du bassin versant de l'Austreberthe et du Saffimbec (SMBVAS)

M. le Maire donne lecture du compte rendu du Comité Syndical du 3 avril 2025 et des points à l'ordre du jour de la réunion du 23 septembre 2025.

#### Syndicat Intercommunal du Collège Jean Delacour (SIJD)

M. le Maire donne lecture du procès-verbal du Comité Syndical du 7 avril 2025 et relève notamment un excédent budgétaire important.

#### Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement (SMAEPA)

M. le Maire donne lecture des rapports d'activité 2024 puis donne la parole à M. Siroy pour des informations supplémentaires.



Les travaux d'assainissement collectif au Bosc-Renier font l'objet d'une étude et seront inscrits dans le schéma directeur. Un point est fait sur l'évolution des tarifs. Enfin, concernant le nettoyage du château d'eau, le syndicat est en réflexion.

## Informations

### Sécurisation de la traversée d'agglomération

Présentation de l'estimatif financier des travaux.

	Zone communale	Zone départementale	Total
Tranche ferme Entrée Ouest et abords de l'Ecole	134 834.00€	68 207.50€	203 041.50€
Tranche optionnelle Entrée Est et abords de la Mairie	188 518.50€	115 914.50€	304 433.00€
Total global HT	323 352.50€	184 122.00€	507 474.50€
TVA 20%	64 670.50€	36 824.40€	101 494.90€
<b>Total global TTC</b>	<b>388 023.00€</b>	<b>220 946.40€</b>	<b>608 969.40€</b>

Le projet a reçu un avis favorable de la Direction des Routes suite à quelques réajustements du maître d'œuvre. Cependant, compte tenu du coût financier de ces travaux, ceux-ci ne pourront être envisagés que sur le budget communal 2027. Une réunion spécifique sera organisée pour sa présentation.

### Association Sport et Loisirs Siervillaise

L'assemblée générale du 19 juin 2025 a officialisé l'élection de M. Ganaye comme Président de cette association.

### Groupement achat d'Energie

EDF est le titulaire retenu pour le prochain marché relatif à l'électricité 2026-2028.

### Fleurissement

Examen des résultats de la consultation collective sur le Label Villes et Villages Fleuris.

### Finances des communes

Examen du Maire Info du 1<sup>er</sup> octobre 2025 au sujet du déficit de la France. La Cour des Comptes réclame un effort des collectivités « dans la durée » et « en fonction de leur capacité ».

### Newrest

La société de restauration nous informe du renouvellement de sa certification ISO 9001.

### Accessibilité

Nous venons de recevoir les devis des entreprises pour un montant de 171 580.82€ TTC, soit 13 263.62€ de plus que l'estimatif financier. Les devis vont être signés pour un commencement des travaux début 2026.

## Interventions des Conseillers

### Le dossier des abribus a-t-il avancé ?

Les travaux pour celui de l'Ecole sont validés et l'abribus commandé. Concernant celui du Bosc-Renier, M. le Maire tente de le faire avancer. Il est rappelé la nécessité de privilégier l'intérêt général.

### Conseil d'Ecole

Rappel bref des points abordés lors du Conseil d'Ecole qui a eu lieu ce jour.

Une évaluation de l'Ecole est prévue le 4 décembre 2025.

Les sanitaires de la cantine sont fermés. M. le Maire précise que des enfants ont volontairement cassé la robinetterie. Il recevra les familles concernées. Une intervention a été demandée auprès du plombier.

Un rappel est fait sur l'intervention des agents techniques pour dépanner en raison de l'absence de l'ATSEM.

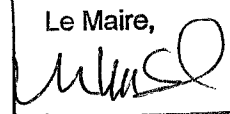
Point Elections Municipales

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h45.

Signature du Maire :

Signature du secrétaire de séance :



Le Maire,  
  
Yves LOISEL



**Feuillet de clôture**

**Séance du 7 novembre 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le sept novembre à 20h30, le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni sous la présidence d'Yves Loisel, Maire.

Présents : Yves Loisel, Guillaume Goupil, Denis Cornier, Xavier Hamel, Fanny Lucas, Philippe Siroy, Josette Tatel, Claude Throude.

Absents excusés : Félix Vacher (pouvoir donné à Yves Loisel), Olivia Binard, Lesly Avenel, Santana Cadinot (pouvoir donné à Philippe Siroy), Jean-Luc Malhouitre, Fanny Suarsana.

Secrétaire de séance : Denis Cornier.

Date de convocation : 20 octobre 2025. – Date d'affichage : 14 novembre 2025.

Séance du 7 novembre :

**23/2025** CDG76 – Contrat d'assurance des risques statutaires : *approbation*

**24/2025** Assainissement collectif et non collectif – Transfert de la compétence à la Communauté de Communes à compter du 1er janvier 2026 : *approbation*

**25/2025** Eau potable – Transfert de la compétence à la Communauté de Communes à compter du 1er janvier 2026 : *approbation*

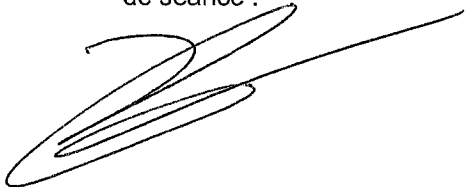
**26/2025** Revalorisation des tarifs communaux : *approbation*

**27/2025** Modification des statuts du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement (SMAEPA) : *approbation*

**28/2025** Arrêt du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Communauté de Communes Inter Caux Vexin : *approbation*

Signature du Secrétaire

de séance :



Signature du Maire :



Le Maire,  
  
Yves LOISEL